

# DNA

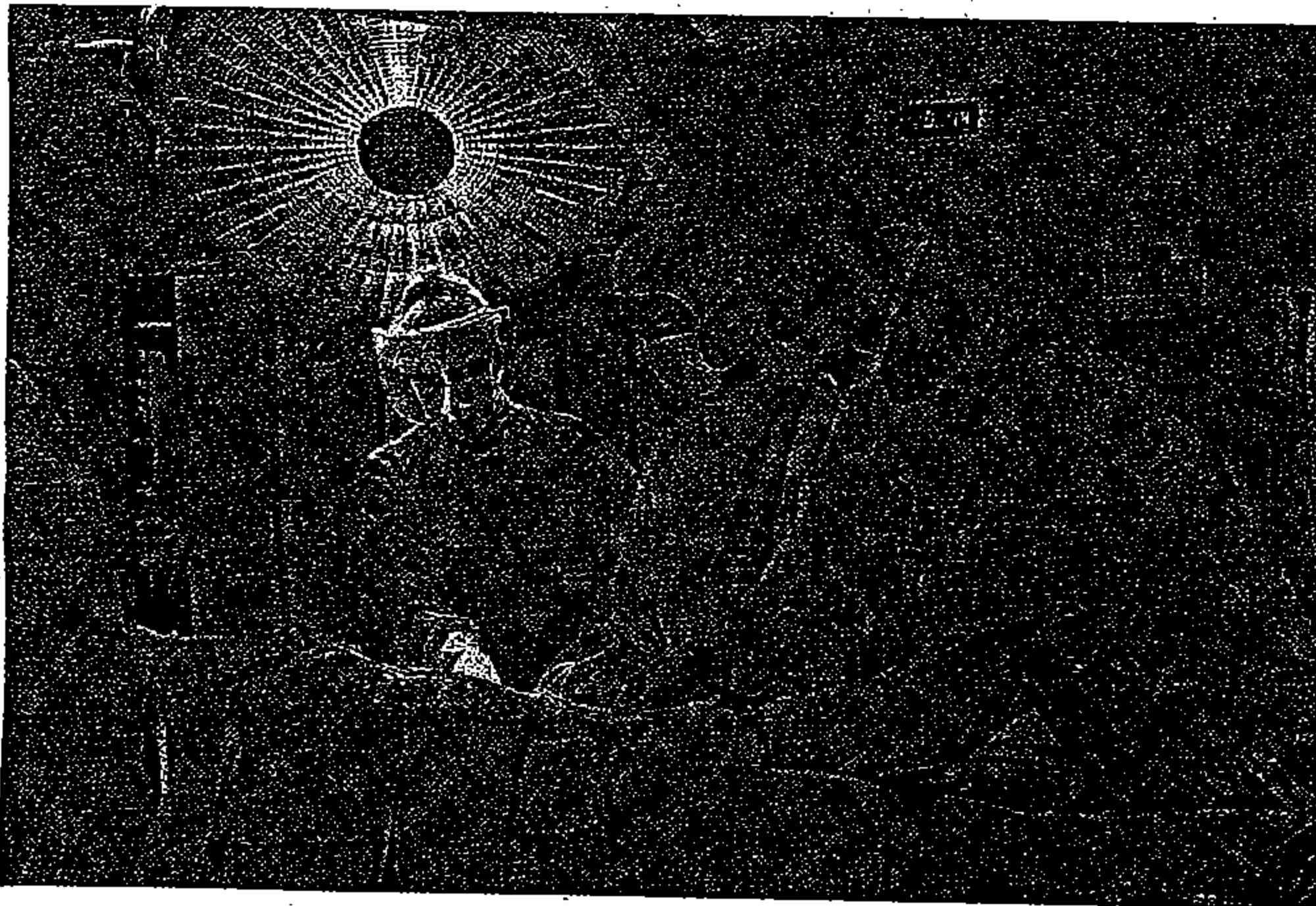
## DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

N° 217 – VENDREDI 15 SEPTEMBRE 2006 – 1,50 € • www.dna.fr

Edition de Stras

GESTION ET EFFECTIFS

# L'hôpital en danger



Huit-cents praticiens des hôpitaux publics de France réunis en colloque à Strasbourg ont lancé un cri d'alarme: l'hôpital est en danger et risque de s'effondrer si aucune mesure concernant ses effectifs et sa gestion n'est rapidement prise.

(Photo archives DNA). Page Région 1

Santé / 800 praticiens du secteur public à Strasbourg

# « L'hôpital peut s'effondrer »

Pour la première fois sont réunis à Strasbourg 800 praticiens des hôpitaux publics de France, de tous syndicats et de toutes disciplines. Voulu constructif, le ton y est parfois véhément, à l'image hier du discours de François Aubart, président de la Coordination médicale hospitalière.

■ François Aubart, vous êtes l'un des inspirateurs de ces premières rencontres. Le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, n'est pas venu et a délégué sur place un conseiller. Qu'avez-vous retenu de son intervention qui, si elle convenait avec vous de la nécessité de « sortir du pilotage de l'hôpital par la contradiction », appelait « non pas à dépenser moins, mais à dépenser mieux » ?

– Il n'y a certes pas de quoi sauter au plafond. On reste une fois encore dans le paradoxe. A quand la définition des éléments qui permettent à l'hôpital de changer et leur prise en compte ?

**« Tous actuellement  
sont mécontents.  
C'est un gâchis »**

– Vous avez évoqué publiquement des « détournements de compétences » à l'hôpital, des « contournements » pour pouvoir recruter du personnel, des organisations « obsolètes qui ne laissent en moyenne que 11 minutes de soins infirmiers par jour et par malade » : la situation est-elle si grave ?

– L'hôpital est une structure très rigide. Croyez-moi, il peut s'effondrer. Parce que ceux qui en sont les sherpas, qui le portent sur leurs épaules, risquent de renoncer. Médecins et infirmières accep-

tent actuellement de combler les trous.

Mais une grande menace se profile : le choc démographique annoncé d'ici à 2015,

avec le départ à la retraite de 400 000 professionnels, dans le médical et le paramédical. Il faudrait prendre des mesures structurelles, dès après les prochaines présidentielles, car bien sûr plus rien d'important ne se passera avant.

– Vous avez demandé que l'on redonne espoir aux praticiens du public ET à ceux du privé : pourquoi cette homologie ?

– Rendez-vous compte, nous sommes le seul pays en Europe où existe pareille dualité entre hôpital public et cliniques privées à but lucratif. Il est devenu absolument nécessaire que, dès le prochain quinquennat, soit annoncé un *new deal* redéfinissant pour chaque secteur les moyens, modes d'exercice, buts... Que ce soit dans le public ou dans le privé, tous actuellement sont mécontents. C'est un gâchis. Et puis c'est épouvantablement coûteux !

– Les praticiens du public ne cachent pas à l'occasion que leurs rémunérations ne sont pas toujours à la hauteur : n'est-ce pas là l'un des nœuds du problème ?

– On ne peut se borner à émettre des revendications

catégorielles ou salariales. L'action syndicale ne doit pas cacher l'essentiel.

**« Nous n'avons vraiment pas  
besoin de nouvelles  
réformes en trompe-l'œil »**

Nos propositions ont à servir les changements nécessaires en milieu hospitalier. A permettre une nouvelle organisation de la santé. Sinon, on ne ferait rien d'autre encore que de creuser un puits sans fond.

– Vos propositions à court terme ?

– Le champ de la santé nécessite un débat politique, d'être un enjeu de la prochaine campagne électorale. Et pas que l'on nous réserve le spectre du trou de la Sécurité sociale à combler avant les élections suivantes !

Nous n'avons vraiment pas besoin de nouvelles réformes en trompe-l'œil. La priorité doit être de rapprocher public et privé. En tenant compte d'une donnée impérieuse, à laquelle nul n'échappera : les professionnels de santé seront plus rares à l'avenir.

Recueilli par  
Didier Rose